
[Brésil: un espoir est né pour les peuples et les forêts](#)

En 2002, l'espoir a vaincu la peur. En 2003, l'espoir pourra se réaliser en un accord politique entre les électeurs de classe moyenne qui, persécutés par le chômage et appauvris par la politique économique, ne craignent plus les changements, et les électeurs populaires qui, harcelés par la pauvreté et la violence, n'ont plus peur d'être heureux.

La possibilité de réorienter la politique environnementale est intimement liée aux attentes de changement d'une situation sociale détériorée. Suivant les déclarations du président actuel du Brésil, Luiz Inácio "Lula" da Silva, "Il est clair qu'à l'heure actuelle la principale pression sur les ressources naturelles est provoquée par la misère qui touche une partie de la population la plus pauvre. Le Parti des Travailleurs (PT) ne voit pas la protection de l'environnement comme isolée des autres politiques structurelles destinées à combattre la pauvreté, telles que la réforme agraire, la politique agricole, la récupération des fleuves et des sources, la politique nationale d'assainissement environnemental. Sans doute, de nombreuses situations de risque écologique et humain pourraient être évitées dans notre pays, si ceux qui se voient obligés d'émigrer à la périphérie des villes ou dans des zones de protection environnementale pouvaient rester dans leur lieu d'origine, protégés par des politiques publiques appropriées.

C'est pourquoi nos propositions visent à concilier la protection environnementale et la création d'emplois, à partir des nombreuses expériences mises en œuvre par des associations et des coopératives de producteurs, des gouvernements municipaux et étatiques, des mouvements sociaux et des ONG. Il est même nécessaire de faire au Brésil une étude socio-environnementale par zones, qui permette d'identifier la solution la plus appropriée à chaque écosystème et à chaque secteur social. Comme on sait, la population la plus pauvre vit en général dans des zones vulnérables, et pour pouvoir survivre elle finit par provoquer encore davantage d'impacts sur l'environnement. Pour des cas de ce genre, nous aurons des programmes de réhabilitation environnementale qui puissent en même temps donner du travail à ces personnes.

Quant à l'Amazonie, patrimoine naturel, culturel, économique et social d'importance stratégique pour le Brésil et pour la planète, il faut préciser que nous allons modifier les politiques de peuplement et les politiques agricoles, qui ont été dévastatrices et ne créent ni d'emplois ni de revenus pour la population locale. L'Amazonie est perçue comme une frontière où l'on va chercher des profits faciles et rapides, sans penser aux conséquences sur l'environnement et sur les communautés. Lorsqu'on parle de 'l'occupation de l'Amazonie', on a souvent l'idée qu'il s'agit d'un 'vide démographique', une sorte de 'terre de personne'. De fait, rien moins que 20 millions de Brésiliens y habitent, sans compter les nombreuses expériences qui allient la protection environnementale, les objectifs sociaux, les innovations technologiques et institutionnelles et des bénéfices économiques significatifs".

Comme première mesure prometteuse, le nouveau gouvernement a nommé le sénateur Marina Silva ministre de l'Environnement. Suivant la ministre, son arrivée au ministère est l'aboutissement d'un processus historique qui comprend autant l'expérience de l'environnementaliste et ancien leader "seringueiro" Chico Mendes, assassiné en 1988, que les gouvernements du PT dans l'Etat d'Acre. De 17 à 28 ans, la ministre a vécu avec Chico Mendes et participé à tous les mouvements contre la

dévastation de l'Amazonie qu'il a organisés, ainsi qu'à ceux en défense des cueilleurs de latex d'Acre. "Ce qui arrive aujourd'hui est la preuve que le rêve de Chico Mendes n'a pas été vain, et que les graines qu'il a plantées ont porté de nombreux fruits", a-t-elle dit.

Marina Silva promet d'appliquer une politique de réalisations dans le secteur. Elle a dit que le nouveau gouvernement ne peut pas rester attaché à la "logique du possible", mais qu'il doit adopter une autre attitude face aux défis. "Nous avons besoin de fermer l'étape du 'ça ne peut pas se faire', et nous engager dans celle du 'comment le faire'", a-t-elle affirmé. Quant à sa nomination, elle estime que "c'est un signe que dans le gouvernement Lula l'environnement jouera un rôle stratégique, car il s'agit d'un pays très varié dans sa composition, et donc il faut qu'il y ait des relations d'éthique entre ceux qui possèdent la technologie et l'argent, et ceux qui ont le savoir traditionnel et les ressources naturelles".

Suivant Marina, les priorités de son ministère sont l'Amazonie, la préservation des ressources hydriques, la lutte contre la déforestation et les implantations urbaines. "En premier lieu, nous voulons faire en sorte que la politique environnementale aille de pair avec les autres actions du gouvernement; en deuxième lieu, notre politique environnementale doit privilégier le développement durable", a dit la ministre.

Elle a souligné l'importance de la participation de la société dans la prise de décisions concernant l'environnement, et critiqué l'absence de contrôle de l'application des lois dans ce domaine. D'après Marina, "il faut raffermir les institutions pour qu'elles soient en mesure de faire respecter la loi".

Article basé sur des informations obtenues dans: "Em defesa do meio ambiente", Luiz Inácio Lula da Silva, Linha Aberta, Brasil, 11 juin, http://www.lainsignia.org/2002/junio/ecol_007.htm ; "2003 promete ser um ano 'quente'", Correio da Cidadania, <http://www.correiodacidade.com.br/ed327/editorial.htm> ; "Para Marina, Lula mandou recado para Bush com anúncio de ministério", Ricardo Mignone, Folha Online, <http://www1.folha.uol.com.br/fofha/brasil/ult96u43391.shtml>